



REVUE FRANÇAISE  
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

RFAP

2017

N° 163

Quand les associations  
remplacent l'État ?

*l'ena*  
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

**François DENORD, *Le Néo-Libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 (rééd. de *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007).**

Cet ouvrage, publié il y a dix ans (éditions Demopolis), est ici réédité chez Agone<sup>2</sup>. La première édition a bénéficié d'un certain nombre d'intéressantes recensions<sup>3</sup> ; aussi voudrions-nous prendre, en complément de ces analyses, une grille d'analyse spécifique, celle de la technocratie à la française.

Quelques points d'ordre général pour commencer. La thèse principale de l'ouvrage (p. 8) – et des travaux de François Denord – est que le néo-libéralisme ne date pas de la période *TINA* (le *There Is No Alternative* reagano-thatchérien des années 1980) : on peut en trouver les ferments dès les années 1930, en France, dans une technocratie (notamment polytechnicienne) à la recherche d'une troisième voie, entre un libéralisme débridé (le fameux « laissez-faire ») et un planisme d'inspiration socialiste. Sans en dénier l'intérêt ni l'évidence, tout historien aura tendance à relativiser ce type de thèses, sur le fond (un courant d'idées a toujours ses racines) comme dans la chronologie (d'autres, comme Bourdieu, avaient déjà fait cette analyse – nous y reviendrons) ; notons que s'encourt aussi le risque de

2. Mentionnons (p. 103) un « Simone Weill » (avec deux *l*) assez dommageable, notamment pour une réédition.

3. Sur le site Mouvement Social (<http://mouvement-social.univ-paris1.fr/document.php?id=1258>) par David Todd (septembre 2008), dans la revue *Politix* (2008/4, n° 84, <https://www.cairn.info/revue-politix-2008-4-p-187.htm>) par Mathieu Hauchecorne, ou dans la revue *Transeo* (repris sur <http://libertaire.free.fr/JFinez01.html>, s.d.), par Jean Finez.

minimiser l'importance de *TINA* et des années 1980, y compris en France, dans le développement du néo-libéralisme tel que nous le connaissons actuellement.

Ceci nous amène à notre deuxième question d'ordre général : qu'est-ce que le « néo-libéralisme » ? N'existe-t-il que dans l'esprit de ses détracteurs, comme un économiste libéral cité par l'auteur (p. 7) le laisse entendre ? Il sera difficile tout au long de l'ouvrage d'obtenir une définition claire et univoque du terme : un libéralisme ordonné par l'État et sa technocratie, contre les dérives du « laissez-faire » ? C'est cependant un atout de l'ouvrage de montrer comment cette idée de néo-libéralisme est mouvante dans l'histoire, sorte d'attrape-tout « mobilis[ant] différentes coalitions d'intérêts » (p. 11) ou de « Janus économique » (p. 370). Un tracé historique précis de l'apparition du mot, comme esquissé avec le polytechnicien Louis Vallon en 1939 (p. 127), apporterait à cet égard sans doute beaucoup.

Utilisons à présent notre grille d'analyse *via* la technocratie. À propos des années 1930, l'ouvrage montre bien « l'investissement des ingénieurs et patrons polytechniciens dans les débats économiques et politiques » (p. 94). C'est pour eux une manière d'assumer un « rôle social », une forme d'« intérêt général » qui serait transposable du monde politique de direction de la cité au monde économique de direction des entreprises<sup>4</sup>. Mais c'est aussi parce qu'ils ont été fonctionnaires qu'ils sont enclins à chercher un rôle à l'État dans une prétendue régulation du libéralisme (ce fameux « néo-libéralisme ») – cette possible causalité, plus forte qu'une simple constatation, est une hypothèse qui serait à approfondir. À cet égard, l'ouvrage aurait pu mieux faire le lien avec des travaux historiques de référence sur la technocratie des années 1930, comme ceux d'Olivier Dard ou Gérard Brun<sup>5</sup> ; et dans la matière même de l'auteur, la sociologie, figurait chez Bourdieu et Boltanski<sup>6</sup>, dès 1976, une analyse fort pertinente de cette technocratie des années 1930.

Suivant un fil historique, l'ouvrage relève que la transition entre le colloque Lippmann (Paris, 1938) et la Société du Mont-Pèlerin (Lausanne, 1947, et toujours existante) se fait mal, d'un point de vue français justement : plusieurs acteurs français du colloque d'août 1938 sont discrédités par leur attitude sous l'Occupation – comme le philosophe Louis Rougier (1889-1982), organisateur du colloque parisien de 1938 et promoteur d'un vain rapprochement entre Pétain et Churchill pendant la guerre ; d'autres sont morts – comme l'X-Ponts Auguste Detœuf<sup>7</sup> (1883-1947). Les idées « néo-libérales » du Mont-Pèlerin (là encore composées de multiples tendances) seront progressivement ré-arrimées en France par certaines figures, comme l'omniprésent Jacques Rueff (1896-1978, polytechnicien et inspecteur des Finances) ou l'économiste universitaire Daniel Villey (1911-1968) – c'est le mérite de l'ouvrage d'évoquer, par touches successives et pertinentes, une figure comme Villey, quelque peu oubliée. Comme de rappeler, chez Villey, chez son collègue Louis Baudin (1887-1964), mais aussi dans « la haute fonction publique des années

4. Cette invocation d'un supposé « intérêt général » à la tête même d'une entreprise existe encore de nos jours : voir par exemple A. Moatti, « La figure de Saint-Simon dans les discours technocratiques français », 21<sup>e</sup> Journées d'Histoire du Management et des Organisations, "Les Utopies managériales", mars 2016, UTBM Sevenans (en ligne HAL-SHS).

5. O. Dard, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, ou la biographie historique *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008 ; G. Brun, *Technocrates et technocratie en France, 1914-1945*, Paris, Albatros, 1985.

6. Voir leur intéressant article (y compris dans sa forme et sa construction) : « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976 | 2, p. 3-73 (en ligne Persée). Il est curieux que cet article et ses auteurs ne soient pas cités dans l'ouvrage de F. Denord.

7. L'inénarrable auteur des *Propos d'O.L. Barenton, confiseur, ancien élève de l'École polytechnique*, éd. du Tambourinaire, 1937. Ce livre est souvent cité dans les discours managériaux, sans que le passé de son auteur sous l'Occupation (président de l'important Comité d'organisation de la construction électrique) soit rappelé.

1950-1960 » (p. 308), un fort attachement à la religion, à un catholicisme (libéral ou social) de pensée et d'action<sup>8</sup>.

Les années 1960 sont celles de l'éclosion d'une technocratie, discréditée après-guerre mais reprenant un pouvoir politique sous la Cinquième République à la faveur d'un régime nouveau, manquant de cadres politiques, et à la faveur de la montée en puissance des premières promotions de l'ENA, créée en 1945. La libéralisation technocratique va s'instiller dans un régime dont le fondateur « n'a pourtant rien d'un libéral » (p. 312). Ces années 1960, celle d'une « alliance du gaullisme et du libéralisme » (p. 313) auraient pu être plus approfondies, sur le plan des acteurs, comme sur celui de la doxa, celle d'un libéralisme s'appuyant sur le progrès par la technique (la fameuse « révolution cybernétique ») et sur la planétisation. Ces discours techno-managériaux des années 1960, tenus par des polytechniciens ou des inspecteurs des finances, s'appuyant sur une supposée révolution technique, restent d'une étonnante actualité (y compris dans la perspective prise par l'auteur de faire l'histoire du néo-libéralisme à la française – ce dernier s'appuyant toujours et encore sur un discours de modernisation par la technique, ce qui définit la technocratie). Si ce lien avec le concept de modernisation par la technique n'est pas assez marqué, en revanche le lien entre Europe et néo-libéralisme (« depuis les années 1930, l'Europe unie est un des thèmes de prédilection des néo-libéraux », p. 319), si structurant voire aveuglant de nos jours, est fort bien reconstitué et mis en perspective par l'auteur.

Du point de vue des acteurs des années 1950-1960, l'auteur rappelle (p. 295) « l'échec de la candidature de Maurice Allais à un poste de professeur à Polytechnique » en 1959, et la défense d'Allais par Louis Rougier. Mais à notre sens ces figures se marginalisent (y compris politiquement) dans les années 1960, et l'auteur leur donne une importance qu'ils n'ont peut-être pas. En revanche, d'autres acteurs d'une technocratie libérale apparaissent, diffusant ces idées dans le grand public, comme l'X-Mines Louis Armand (1905-1971), qui n'est souvent cité (y compris dans l'ouvrage) qu'en lien avec le rapport Armand-Rueff (1960) : il défend en 1971 un « néo-libéralisme » planétisé et « cybernétisé »<sup>9</sup>, la cybernétique étant censée « humaniser le libéralisme ». Bourdieu et Boltanski avaient pourtant analysé ces ouvrages grand public<sup>10</sup> des années 1960 et du début des années 1970, en accordant une place importante à Armand, à Fourastié, mais aussi aux essais de l'inspecteur des finances Giscard et de Michel Poniatowski – tous acteurs émanant d'une droite représentant un « conservatisme reconverti [...], progressiste » (Bourdieu & Boltanski).

La tendance à accorder peut-être trop d'importance à une droite radicale (Rougier, resté pétainiste sa vie durant ; l'activiste patronal Georges Albertini, 1911-1983), au détriment d'une droite orléaniste, MRP-centriste et atlantiste qui est le fer-de-lance de la conversion des élites au néo-libéralisme, se poursuit dans les années 1980. François Denord rappelle le rôle du CNIP, puis des Clubs 89 du RPR, mais le rôle du Club de l'Horloge (p. 361-362), fondé par des technocrates aujourd'hui clairement étiquetés à l'extrême droite (Blot, Lesquen, Le Gallou) est-il si important pour le « néo-libéralisme à la française » ? À parfois idéologiser un sujet (le néo-libéralisme c'est la droite, et *vice-versa*), on court le risque de trop marquer le trait, et d'accorder un rôle peut-être trop important à ces officines et acteurs radicaux.

Ce sera d'ailleurs notre dernier point, et notre critique plus importante : rupture de symétrie, l'ouvrage n'étudie pas la conversion de la gauche française au néo-libéralisme,

8. C'est particulièrement clair chez l'X-Mines Louis Armand, compagnon de la Libération, directeur général puis président de la SNCF de 1949 à 1958. Cette place d'une pensée chrétienne est un peu oubliée de nos jours : on peut par exemple trouver des ouvrages comme *L'Homme chrétien et l'homme marxiste*, Paris-Genève, La Palatine, 1964, mais aussi de nombreux autres.

9. Article de Louis Armand dans l'ouvrage collectif *L'Entreprise De Demain - De La Cybernétique à l'Intéressement*, Marabout Bibliothèque, 1970.

10. Voir leur bibliographie p. 12 de l'article cité *supra*.

sauf quelques lignes en toute fin sur la « deuxième gauche » (p.372). L'auteur eût pu évoquer le rôle de la Fondation Saint-Simon<sup>11</sup>, qui œuvre de 1982 à 1999, et qui a peu fait l'objet d'études systématiques. Il aurait pu aussi (suite à son incise prometteuse p. 246 sur le « patron de gauche » José Bidegain) examiner le rôle du CERES chevènementiste dans cette conversion de la gauche au néo-libéralisme, avec l'inspecteur des finances Alain Gomez, patron de Thomson (1982-1996), et plus près de nous Louis Gallois (récent Commissaire général à l'investissement).

Mais disons-le : ce livre – quoique touffu, d'ordonnancement pas toujours clair à l'intérieur de chaque chapitre historique, et parfois de parti pris – offre des analyses historiques passionnantes (notamment sur des structures peu connues), et invite à des pistes de recherche complémentaires, comme nous avons essayé de le montrer. Il offre aussi – mais c'est un autre sujet – des pistes de réflexion pour comprendre la politique française contemporaine. Enfin il comporte deux index particulièrement utiles pour un travail de recherche sur l'ensemble de ces sujets.

Alexandre MOATTI

*Ingénieur en chef des Mines, chercheur associé à l'université Paris-Diderot  
(laboratoire SPHERE UMR 7219)*